

Le Plan d'action pour la République de Moldova 2025-2028 est le quatrième plan d'action du Conseil de l'Europe pour le pays depuis 2013. Il fournit le cadre stratégique de la coopération menée par le Conseil de l'Europe en République de Moldova, par l'intermédiaire de son bureau. Le plan d'action soutient le programme de réforme du pays dans une perspective européenne, suite à la décision du Conseil européen du 23 juin 2022 d'accorder le statut de candidat à l'UE à la République de Moldova et à l'adoption du cadre de négociation le 21 juin 2024. Le plan d'action s'inscrit dans la continuité du plan d'action précédent 2021-2024, considérant en particulier les conséquences de la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Un ajustement a été effectué en 2022 pour répondre aux besoins émergents, en particulier la crise migratoire sans précédent dans le pays. Pour soutenir les autorités moldaves, des activités thématiques pertinentes ont été ajoutées aux projets en cours et un projet distinct a été lancé pour renforcer la protection des migrants et des réfugiés.



TÉLÉCHARGER LE PLAN D'ACTION POUR
LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA 2025-2028



CHIFFRES CLÉS

AU 1ER JANVIER 2025



49 MEMBRES DU PERSONNEL

- 7 agents - équipe centrale
- 42 agents - équipes de projet



PROJETS RÉGIONAUX: 7 PROJETS SPECIFIQUES AU PAYS: 21

- 17 projets financés par des contributions volontaires
- 4 projets dans le cadre du Partenariat pour la bonne gouvernance de l'UE/Conseil de l'Europe



PLAN D'ACTION
BUDGET
30 millions d'euros

FOCUS: PROGRAMME CONJOINT DE L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE

- Renforcer la justice
- Lutter contre la criminalité économique
- Promouvoir l'égalité et la non-discrimination
- Favoriser l'accès des femmes à la justice et lutter contre la violence à l'égard des femmes

Partnership for
Good Governance



partnership-governance-eu.coe.int

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Une nouvelle étape dans les efforts d'éducation aux médias

La stratégie d'éducation aux médias du Conseil de l'audiovisuel a été élaborée avec le soutien du Conseil de l'Europe. Une méthodologie innovante de suivi du discours sexiste pendant les campagnes électorales a été créée. Le Conseil de l'Europe a également soutenu et réalisé une évaluation complète de deux ans de l'autorité nationale de l'audiovisuel, en collaboration avec l'Office des communications (Ofcom) du Royaume-Uni



Améliorer la prévention et la protection de la maltraitance des enfants

Entre juillet et octobre 2024, une campagne nationale a été menée pour prévenir et signaler la maltraitance et la violence envers les enfants en promouvant le numéro d'assistance téléphonique pour les enfants - 116111, en coopération avec le ministère du Travail et de la Protection sociale. La campagne a touché plus de 195 000 utilisateurs sur Facebook

Nouvelle méthode de vote alternative par l'administration électorale

À la suite des modifications apportées à la législation électorale sur la mise en œuvre du vote par correspondance, trois règlements ont été élaborés et un système électronique de vote par correspondance est devenu pleinement opérationnel avant les élections présidentielles et le référendum constitutionnel lié à l'UE du 20 octobre 2024



Les femmes et les jeunes filles sont mieux informées sur leur droit à la protection contre la violence

Plus de 80 000 personnes ont reçu des informations sur les dispositions de la Convention d'Istanbul par le biais des médias sociaux, de campagnes, de formations et de matériel pédagogique

Une meilleure réadaptation pour les délinquants

Un nouveau programme de comportement des délinquants (OBP) a été développé pour travailler avec les délinquants agressifs et violents en probation. Le programme pilote a démontré son potentiel à favoriser un changement de comportement positif chez les probationnaires, en réduisant les tendances violentes et en promouvant des stratégies d'adaptation plus saines (à mettre en œuvre par l'Inspection nationale de la probation dans l'ensemble du système en 2025)



Une meilleure législation sur les soins de santé mentale

Une nouvelle loi sur la santé mentale et le bien-être de la République de Moldova a été adoptée par le Parlement en avril 2024, qui affecte la législation générale sur les soins de santé mentale, et inclut également des critères pour le placement involontaire, la médication involontaire, et des mesures restreignant la liberté de mouvement des patients dans les institutions psychiatriques, conformément aux normes et recommandations du CPT

Avancées sur les principes du gouvernement ouvert

Suite à la co-crédation du plan d'action pour un gouvernement ouvert, 2024 a vu la mise en œuvre réussie d'un certain nombre d'actions liées à la transparence dans la prise de décision et l'accès à l'information, y compris la toute première sélection de deux municipalités de la République de Moldova pour le programme local du Partenariat pour un gouvernement ouvert



PLUS D'INFORMATION



www.coe.int/chisinau



Council of Europe Office in Chisinau



Council of Europe Office in Chisinau

